

Voix et Visages

ASSOCIATION NATIONALE DES ANCIENNES DÉPORTÉES ET INTERNÉES DE LA RÉSISTANCE - 24, AV. DUQUESNE, PARIS 7° - 01 53 69 00 25



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 21 MARS 2003

JACQUELINE FLEURY
ouvre la séance :

Mes chères Camarades,
Chères Amies,

Portant en nous le profond chagrin causé par le départ de notre Geneviève, nous étions venues très nombreuses, l'an dernier, pour assister à notre Assemblée générale. Cette chaleureuse réunion avait réconforté le Conseil qui s'est senti fortement encouragé.

L'ADIR se devait donc de continuer à œuvrer auprès des autres Associations issues de la Résistance et de la Déportation.

Mais naturellement l'amitié étant la raison même de sa continuité, l'écoute des unes et des autres reste l'essentiel de nos préoccupations. Je suis heureuse de constater que aujourd'hui nous sommes encore réunies très nombreuses.

Ainsi, aujourd'hui, nos pensées affectueuses vont vers celles, trop nombreuses, qui sont éloignées de nous, mais très proches de nos cœurs – comme le sont les compagnes qui nous ont quittées au cours de l'année. – Pour elles, pour nos disparues depuis notre retour, pour nos mortes dans les prisons et les camps jamais oubliées, je vous demande quelques instants de silence.

*Observation d'une minute de silence,
debout*

Je vous remercie.

Je suis heureuse de souhaiter la bienvenue à :

- M. Darel, chef du département du Partenariat associatif à l'Office National des Anciens Combattants ;

- Marie-Jo Chombart de Lauwe, présidente et Yves Lescure, de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, bien sûr Marie-Jo représente aussi l'Amicale française de Ravensbrück ;

- François Perrot, président de l'UNADIF-FNDIR ;

- Robert Créange, secrétaire général de la FNDIRP ;

- Annette Chalut, présidente du Comité International de Ravensbrück.

Je laisse Denise Vernay, notre secrétaire générale vous présenter le rapport moral à travers lequel apparaît que notre ADIR est toujours bien vivante. A toi Denise.

RAPPORT MORAL Exercice 2002

DENISE VERNAY :

Mes amies, mes camarades,

« Nous sommes toutes en deuil ». Ainsi commençais-je, il y a tout juste un an, le rapport d'activité de l'ADIR. C'est aussi vrai aujourd'hui : Geneviève nous manque infiniment. Une messe célébrée le 14 février dans sa paroisse parisienne a marqué ce premier anniversaire.

Qu'allait devenir l'ADIR ? Jacqueline Fleury a été élue présidente à l'unanimité du Conseil d'Administration qui a suivi notre rencontre du 21 mars 2002. Terrible succession qu'elle assume avec la générosité et la disponibilité que nous lui connais-

sons, puisque aussi bien elle faisait déjà face à ces responsabilités quand cela était nécessaire. Nous sommes très conscientes de tout ce que nous lui devons. Les membres du bureau ont ensuite été renouvelés. Chacune à Paris comme dans les régions, nous avons eu à cœur de poursuivre les activités de notre association.

En tout premier, il nous fallait exprimer notre affection et notre reconnaissance à Geneviève. Ce fut la publication d'un *Voix et Visages* qui lui est consacré, rassemblant de multiples témoignages de ton très divers de ses camarades de déportation. Ce numéro, largement diffusé, a été partout apprécié.

→



Jacqueline Fleury ouvre la séance.

GP 4616 - 1 -

Hélas, il ne nous fut pas possible de reproduire l'intervention d'Alexandre Adler, ici même l'année dernière ; celui-ci, comme toujours, parlait sans aucune note, l'enregistrement fut catastrophique. Nous le regrettons d'autant plus que son exposé sur *Les résistances en Allemagne* était passionnant.

En revanche, l'ADIR a mené à bien la publication du récit de Marie-Thérèse Le Calvez du réseau Shelburn, recueilli par Dominique-Martin Le Trividic : *Une héroïne de la Résistance*. Geneviève de Gaulle Anthoinoz souhaitait très vivement que l'histoire de cette Bretonne puisse être lue par des jeunes. Or, publiée par les Editions « Le Cercle d'Or » en 1979 elle fut très vite introuvable. Grâce aux droits d'auteur sur son livre *La traversée de la nuit* que Geneviève nous a généreusement cédés, l'ADIR a participé à cette réimpression par les éditions Ouest-France, en achetant 1 500 exemplaires de ce volume. Michèle Agniel et Anise Postel-Vinay avaient dû multiplier recherches et démarches pour retrouver les trois ayants droit de cet ouvrage, éditeur et auteurs. Jacqueline Fleury et Elisabeth d'Armaillé ont fait aboutir ce projet cher à Geneviève en adressant ce livre, après accord du rectorat, aux lycées, aux collèges, aux musées bretons de la Résistance, ainsi qu'aux lauréats du Concours national de la Résistance et de la Déportation, etc. (Vous pouvez le demander à l'ADIR comme prix de la Résistance.)

Autre projet de publication qui, lui aussi n'a pu être envisagé que grâce au même fonds créé par Geneviève, c'est celle de l'ouvrage du professeur d'histoire américain Jack Morrison *Ravensbrück, Everyday life in a Women's Concentration Camp 1939-45*. Notre compagne Jeanie de Clarens en a entrepris et achevé la traduction, travail bénévole ô combien long, difficile, voire pénible même pour une interprète professionnelle. Merci Jeanie de cet énorme effort. Cassettes et manuscrit ont été dactylographiés aux frais de l'ADIR. Reste à trouver un éditeur pour les 356 pages de ce volume qui apporte une vision sur l'ensemble des femmes de tous pays déportées à Ravensbrück. Les études

et récits parus jusqu'à présent en France se concentraient surtout sur les Françaises, c'est pourquoi, même avec les erreurs que peut comporter inévitablement un tel ouvrage, il nous a paru important qu'il soit publié.

Evoquant les multiples nationalités présentes à Ravensbrück, je demande à Annette Chalut de nous faire part de l'activité du Comité international de Ravensbrück, dont elle a été élue présidente en 1999, s'acquittant depuis avec constance et diplomatie de cette mission. Annette si tu veux bien prendre le relais...

Activités du Comité International de Ravensbrück

ANNETTE CHALUT :

J'ai fait six fois le voyage outre-Rhin cette année mais cela en valait la peine.

Au cours des séances organisées par la Fondation des Mémoires Brandebourgeois à Oranienbourg – où je suis nommée maintenant depuis novembre 2002 à titre officiel pour quatre années – j'ai essayé d'unifier les voix des représentantes de Ravensbrück : date de commémoration, thèmes éventuels, projets seront choisis en commun ; j'ai demandé qu'il n'y ait pas d'ingérence dans les ordres du jour des réunions.

La commémoration de la Libération sera organisée par la Fondation des Mémoires.

Le gros point noir qu'était le tracé de la déviation de la route B96 Berlin-Rostock à travers ou contre le camp paraît être éliminé malgré les campagnes de pression des multiples Associations fürstembergoises – nous sommes poursuivies jusque dans nos Assemblées générales... Mais tant que le premier coup de pioche n'aura pas été donné nous ne serons pas vraiment sûres. La décision est entre les mains des politiques du Land ; j'ai bon espoir que le Secrétaire d'Etat du Land appuie le choix du tracé qui respectera l'Archéologie et l'Histoire de l'ensemble du terrain.

Autre nouveauté intéressante, l'ouverture de l'Auberge de Jeunesse le 10 avril 2002, accueil et couvert gratuit pour les déportées dans d'excellentes conditions de confort ; une des villas nous est réservée mais il faut retenir auprès du responsable M. Mathias Heyle ou de la gérante.

Mes autres déplacements ont concerné l'étude par la Présidente de l'Amicale allemande, Rosel Vadehra-Jonas et par la Directrice du Mémorial, Mme Jacobeit, en deux groupes de journées, de l'aménagement des cellules (persistance ou départ), de l'éventuelle baraque, du système de guidage auditif du plan. M. Morsch cherche à exécuter « son projet ».

Il faut admirer la création d'un parcours avec panneaux explicatifs de signalisation sur le terrain d'Uckermark, très complets, mais en allemand et en anglais, pas en français. L'Amicale allemande, très efficace, travaille toute l'année, et souvent devance Mme Jacobeit qui ne peut rien faire sans l'approbation antérieure de la Fondation.

A signaler sur le terrain de Siemens des dizaines de citernes de grande capacité en cours d'extraction du sous-sol : c'est sans doute là la « décontamination du camp ».

La visite du camp actuellement n'a toujours rien « d'attrayant » ; à notre prochaine Assemblée générale internationale dans les environs de Vienne, fin mai 2003, nous allons essayer de progresser dans le plus de domaines possibles, mais nous butons souvent dans les illogismes ambitieux de M. Morsch.

En outre le Comité International de Ravensbrück a participé à l'Assemblée générale de l'Amicale française de Ravensbrück en septembre, qui a délégué Lucienne Rolland à l'une des réunions à Fürstenberg, c'est très important.

Enfin, si une projection sur 2005 ne vous fait pas peur, seriez-vous partantes pour une commémoration du soixantième anniversaire de la Libération, et combien seriez-vous ? Si quelques-unes de vous sont déjà décidées, je me mettrai dès maintenant au travail. *Voix et Visages* a déjà fait allusion à ce sujet dans son dernier numéro !

Malgré toute ma bonne volonté, j'ai encore été trop longue mais il s'est passé tant de choses en douze mois seulement !

Vos questions seront les bienvenues tout à l'heure.

Merci de votre attention !

Applaudissements

DENISE VERNAY :

Merci Annette. J'ajouterai que l'ADIR était présente au Congrès de l'Amicale de Ravensbrück, représentée par Annette Chalut et Christiane Rème, notre Vice-présidente (celle-ci étant blessée, demande que nous l'excusions aujourd'hui).

J'ajouterai aussi que nous parlons un peu longuement du Comité International de Ravensbrück bien que nous sachions – ainsi que les Internées bien sûr – que toutes les Déportées qui sont ici ne sont pas passées forcément par Ravensbrück, mais quand même la plupart d'entre elles, et qu'il est bien normal que nous saisissons cette occasion de réunion pour vous mettre au courant de ce qui se passe sur les lieux de notre déportation.

J'ajouterai que le Conseil d'Administration du 21 mai 2002 a voté une **Motion de soutien** à l'action du Comité International de Ravensbrück, motion dont le texte a été

Liste des Décédées depuis notre A.G. 2002

Pierrette Allot de Clermont-Ferrand, Jacqueline Bernier de St-Sébastien-sur-Loire, Josette Durand-Clavel de Bort-les-Orgues, Paule Bohé de Bordeaux, Yvette Champrenault-Beauteau de Précy-sous-Thil, Emilie Cossiaux de Nantes, Madeleine Courty de Paris, Renée Cugnet de Cluny, Andrée Dupré de Metz, Andrée Gratzélie de Champigné-sur-Sarthe, Jeanne Lebrun de Metz-Quellen, Madeleine Lucas de Tours, Suzanne Mairesse de Blanc-Mesnil, Suzanne Maron de Nice, Raymonde Nautin de Saint-Etienne, Marcelle Pujol d'Île-sur-Têt, Yvette Queslin d'Angers, Yvonne Réko de Chatou, Madeleine Renault d'Argenvières, Sœur Marie Goretti Reslinger de Saint-Pierre, Catherine Storck de Saint-Etienne, Marguerite Udry-Brinster de Cusset, Thérèse Verschuren de Beauvais, Frida Zavard de Puttelange.

publié dans le *Voix et Visages* n° 280, mai-juin 2002 (p. 4).

Puisque j'en suis aux remerciements, transition un peu facile mais qui s'impose, je tiens en notre nom à toutes à dire à Carmen, NOTRE CARMEN, combien nous lui sommes redevables d'avoir été pendant si longtemps avec tant de dignité, de conscience et d'assiduité notre porte-drapeau (*applaudissements*). Partout elle fut présente, toujours en avance de crainte qu'on ne voit pas notre drapeau au premier rang. Alors Carmen bravo, merci et merci. Nous n'osons plus lui demander un tel effort c'est pourquoi nous ne l'informons plus des cérémonies qui requièrent notre drapeau de crainte qu'elle accepte. Marie Zamansky assure la relève avec bravoure et sourire (*applaudissements*).

Nos Délégations

Même transition : merci à nos déléguées, certes trop peu nombreuses ce matin. Les voyages sont pénibles. Nous apprécions leur fidélité et à remplir le formulaire que je leur adresse annuellement concernant leurs comptes – bien sûr, clarté oblige et de cela Odile Benoist-Lucy, notre parfaite trésorière vous entretiendra – et le rapport d'activité de leur section. Quoiqu'il en soit, peu de nos déléguées peuvent encore rassembler leurs adhérentes pour un déjeuner amical car les unes et les autres ont des difficultés croissantes à se déplacer. Néanmoins le téléphone fonctionne souvent. Elles tiennent à nous représenter encore aux diverses cérémonies patriotiques et en particulier à celles de la *Journée du Souvenir*, le dernier dimanche d'avril ; hélas, les anciens déportés sont de moins en moins nombreux, bien peu rejoints par les générations plus jeunes.

Le Concours national de la Résistance et de la Déportation

Toutes nos déléguées notent leur activité dans le cadre du Concours national de la Résistance et de la Déportation : énoncé du sujet sur le thème général choisi par le jury national, cette année *Les jeunes dans la résistance*, témoignages dans les lycées et les collèges, éventuellement à domicile, corrections et sélections des copies et travaux collectifs, distribution des prix, toutes tâches qui demandent bien des efforts physiques, des remises en mémoire pénibles.

Les chiffres sont-ils encourageants ? Lors de la remise des prix aux lauréats nationaux de 2002, le 28 janvier 2003 dans le cadre à la fois prestigieux et intime de l'Institut de Paris, les statistiques des participations citées montrent une progression de 6,11 % sur le concours 2001 (thème couvrant les multiples formes de la résistance, France Libre et résistants de l'intérieur), lui-même en baisse de 21,25 % par rapport

à celui de 2000 qui avait pour thème **L'univers concentrationnaire dans le système nazi**. Et cela bien que le sujet sur lequel les élèves se sont concentrés en 2002 semblait plus difficile à aborder : **Connaissance de la déportation et production littéraire et artistique**. Il a donné lieu à des copies et travaux de grande qualité. Je vous fais grâce des chiffres et pourcentages. Ils sont disponibles au secrétariat de l'ADIR.

Toujours sur le Concours, les Fondations, celle de la Résistance et celle pour la Mémoire de la Déportation avec la Fondation Charles de Gaulle préparent et éditent en commun un dossier destiné aux professeurs. Celui-ci portant alternativement sur la Résistance et sur la Déportation est édité sous couvert de leur publication respective. *Mémoire vivante* pour la déportation en 2002, *La Lettre de la Résistance* en 2001 puis cette année pour le concours 2003.

Les Fondations

Cette étude faite en commun sous la responsabilité d'historiens et avec l'aide des témoins-acteurs est grandement facilitée par la réunion sous le même toit des deux Fondations, boulevard des Invalides. Comme vous vous en souvenez, elles avaient déjà élaboré ensemble un *Guide du détenteur d'archives de la Résistance et de la Déportation* qui apporte conseils pour la conservation de vos documents et leur



Une vue très partielle de notre Assemblée générale.

dévolution. Cette campagne nationale menée avec le concours des Archives de France et du ministère de la Défense est toujours en cours. Agissez, agissez donc en conséquence.

En outre, la Fondation de la Résistance appuie deux associations partenaires auxquelles nombre d'entre nous apportons nos compétences. Je veux parler de l'Associa-

tion pour des études sur la résistance intérieure (l'AERI) créée en 1993. Son ambition est d'élaborer et publier des Cédéroms sur la résistance dans les régions à l'aide de témoignages, et de toutes les autres sources disponibles sur le terrain, archives locales, archives privées, presse clandestine, photographies, etc. Deux premiers CDroms, concernant la Corse et l'Oise, sont prêts à publication, quatre suivront à la fin de l'année concernant l'Yonne, la Haute-Savoie, l'Ardèche et la Meuse. Environ 3 000 exemplaires seront disponibles à un prix non encore fixé, entre 20 et 23 Euros.

La seconde association partenaire de la Fondation de la Résistance est *Mémoire et Espoirs de la Résistance*, MER. Celle-ci organise de nombreuses manifestations culturelles pour faire mieux connaître la Résistance. Ses activités à Paris sont souvent couplées avec celles du Mémorial du Maréchal Leclerc de Hautecloque et de la Libération de Paris et Musée Jean Moulin (que nous avons visités ensemble en 1997). MER organise et anime en outre un récital de poésie et de chansons sur la Résistance. Cette rencontre annuelle ouverte aux amateurs dans la Salle des Rencontres des Invalides aura lieu l'après-midi du 27 mars prochain. A Paris comme en province, et cela avec l'aide des antennes départementales de l'ONAC, cette association s'efforce de faire sortir de l'ombre des résistants, peu connus même localement, de retracer leur itinéraire et de pérenniser leur souvenir en faisant donner leur nom à un lieu public. MER intervient également auprès des éditeurs des *Guides verts Michelin* pour qu'ils consacrent des mentions explicatives des lieux de mémoire existants.

Venons en à l'Association des Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, l'AFMD, créée à l'initiative de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation. Ses 57 délégations territoriales sont très actives : elles préparent des expositions, animent des conférences, diffusent le CDrom *Mémoire de la Déportation*. Leurs adhérents collectent les témoignages d'anciens déportés. 250 ont déjà été enregistrés et répertoriés. Les cassettes sont déposées aux Archives de France. La collecte se poursuit.

L'Association des Amis (AFMD) apporte aussi son concours à l'étude sur l'internement menée par la Fondation pour la Mémoire de la Déportation. Entreprise depuis plusieurs années, cette recherche se poursuit sous la direction scientifique de Barbara Vormeier, maître de conférence, mise à disposition de la Fondation à plein temps par le ministère de la Jeunesse, de l'Education nationale et de la Recherche. Elle est également membre du Conseil scientifique, historique et pédagogique qui supervise tous les travaux de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation. Ceux du « Livre Mémorial » se terminent et la publication de la liste des déportés partis de France autres que ceux partis de Drancy

(88 000 environ), est prévue pour la fin de l'année.

Les deux Fondations ont chacune une banque de données et un site Internet régulièrement tenus à jour. Nous ne pouvons que les féliciter pour l'ensemble de leurs activités.

Chacune a réuni par deux fois en un an les présidents des associations relevant de leur spécificité. C'est ainsi que l'ADIR a participé par quatre fois à de grandes journées de réflexion sur leur devenir. Vous voyez que j'ai gardé le plus problématique pour la fin, l'exposé des questions auxquelles le Conseil d'Administration se doit de répondre.

L'ADIR dans l'avenir...

Notre présidente Jacqueline Fleury, dans l'éditorial *Voix et Visages* de novembre-décembre 2002, retrace rapidement l'action de l'ADIR. Notre association a rempli le contrat moral que nous avaient confié les internées rejoignant celui pris dans les camps mêmes par les déportées.

La double exigence que nous valent nos statuts d'**internée/déportée** et **résistante**, je pourrais dire la triple, en raison du petit e, fait que le nombre de nos adhérentes baisse dangereusement. La moyenne d'âge ? Calculez vous-même : les plus jeunes avaient 14/15 ans pendant la guerre et elles sont l'exception. Nous sommes dispersées sur tout le territoire. Le petit noyau de Parisiennes et de Franciliennes encore actif (non sans effort) ne donne pas l'image exacte de ce qui se passe dans les régions. Des 26 délégations que comptait l'ADIR, vingt ont encore à leur tête une responsable : celles-ci doivent faire preuve de beaucoup de volonté et d'énergie pour assurer la présence de l'ADIR.

D'autre part, Elisabeth d'Armaillé, notre active et très aimable secrétaire depuis quinze ans, nous a annoncé son départ à la retraite (elle a complaisamment promis de nous accompagner jusqu'après cette assemblée générale).

Le Conseil d'Administration a été ainsi conduit à une réflexion approfondie dont je vous sou mets les données : soit changer nos statuts pour intégrer des « amis » comme l'ont fait certaines amicales, soit continuer à vivre comme à présent, ce qui entraîne l'engagement d'une nouvelle secrétaire, soit encore choisir de dissoudre l'association ce qui veut dire donner congé à notre propriétaire, confier nos dernières archives à la *Bibliothèque de documentation internationale contemporaine* (BDIC), dévoluer le reste de nos avoirs à des fondations, soit enfin opter de poursuivre, à moyen terme, nos activités au ralenti : conserver notre siège avenue Duquesne, engager une secrétaire à mi-temps, poursuivre la publication de *Voix et Visages*, dépense que nous avons décidé d'assurer jusqu'à nos derniers jours, et persévérer dans notre être avec entêtement.

Avant de poursuivre je demande à M. Mezzasalma, l'historien en charge de nos archives à la BDIC, de nous en dire quelques mots.

L'intervention de Philippe Mezzasalma ne nous étant pas parvenue à temps, nous la présenterons dans notre prochain Bulletin.

J'ajoute que le conseil a décidé de ne plus se réunir que cinq fois par an au lieu de neuf. Odile Benoist-Lucy, notre précieuse trésorière, assure que ce train de vie restreint est à notre mesure pour quelque deux ans. C'est cette dernière proposition que le Conseil, après en avoir délibéré, a retenue. Nous envisageons donc un avenir, certes limité, mais avec confiance...

Pour après ? Pensons aux Fondations, celle de la Résistance, celle pour la Mémoire de la Déportation qui s'efforcent déjà d'élaborer en commun des programmes pour célébrer le soixantième anniversaire de la libération de la France en 2004, celui de la libération des camps et de la fin de la guerre en 2005. C'est bien loin pour nous, mais... tous les espoirs sont permis.

Pour terminer, en notre nom à toutes, et je sais que vous m'approuverez totalement, je tiens à remercier Elisabeth d'Armaillé

pour sa disponibilité souriante tout au long des quinze années passées avec nous. Un mot encore : il me faut exprimer à notre présidente, à Jacqueline Fleury, notre amie Kaki les sentiments d'affection et de reconnaissance que nous lui portons pour sa bravoure face aux épreuves et aux tâches de toutes sortes qu'elle accepte sans jamais se plaindre, bref pour ce qu'elle est.

Applaudissements nourris

Puisque je suis à nouveau dans les remerciements, merci à vous d'être là et de m'avoir prêté attention.

Applaudissements

Après avoir remercié Denise Vernay pour la qualité et l'intérêt de son exposé, ainsi qu'Annette Chalut et Philippe Mezzasalma pour leurs interventions, la présidente met le rapport moral aux voix : il est adopté à l'unanimité.

JACQUELINE FLEURY :

Je donne maintenant la parole à Odile Benoist-Lucy, notre trésorière, toujours efficace et souriante.

RAPPORT FINANCIER **Exercice 2002**

ODILE BENOIST-LUCY

Mes chères Camarades,

J'admire toujours l'attention avec laquelle vous écoutez le rapport que, en tant que trésorière de l'ADIR, je dois vous présenter chaque année, bien que le sujet soit quelque peu aride pour la plupart d'entre vous, en particulier après l'exposé si intéressant et vivant de notre chère chère Secrétaire générale.

L'année dernière, pour la première fois, les chiffres avaient dû être libellés en euros. Il avait été normal d'indiquer pour chacun son équivalence en francs. Depuis lors vous êtes, j'en suis certaine, devenues familières de la nouvelle monnaie. Aussi ne vous donnerai-je la traduction en francs que pour les montants globaux des recettes et des dépenses, m'efforçant cependant pour le reste de substituer autant que possible des commentaires aux chiffres.

En tout état de cause les comptes peuvent être consultés au siège de l'ADIR. Les rapporteurs de la Commission de Contrôle les ont approuvés.

COMPTE DE RÉSULTAT-PRODUITS

Les recettes de l'exercice 2002 se sont élevées à :

45 679 € (F. : 299 635)

contre

58 802 € (F. : 385 716) en 2001

soit une diminution de 22 % environ par rapport à l'exercice précédent.

Ceci est dû principalement au fait que nous avons très peu sollicité nos Amis américains. Leurs placements financiers étant très satisfaisants nous avons préféré les garder en réserve et faire appel à notre propre trésorerie. Leur participation à notre budget a, de ce fait, diminué de moitié passant de : **15 244 € en 2001 à 7 000 € en 2002.**

En ce qui concerne les autres postes de recettes :

- Les **cotisations** ont légèrement diminué, ce qui est compréhensible compte-tenu de la disparition d'un certain nombre d'entre nous ;

- Les **subventions** ont nettement augmenté, car d'une part nous avons bénéficié de la subvention de la Ville de Paris pour le Concours de la Résistance et de la Déportation et d'autre part l'ONAC a été plus généreux que l'année précédente ;

- Les **recettes** provenant des ventes de livres et de la rétrocession de droits d'auteurs sont restées stables, s'élevant à 4 798 Euros ;

• Les produits financiers ont progressé en raison des cessions d'obligations auxquelles nous avons procédé pour faire face à nos dépenses, ainsi que des coupons qui nous ont été versés.

COMPTE DE RÉSULTATS-CHARGES

Les dépenses de l'exercice ont été de :

• **133 580 €** (F. : 876 227)

au lieu de :

• **100 760 €** (F. : 660 942) en 2001

soit une augmentation d'environ 33 % par rapport à l'exercice précédent.

Les postes :

• Aide sociale et bulletin *Voix et Visages* sont restés stables ;

• Les charges liées à l'Assemblée générale ont diminué, celle-ci s'étant déroulée sur une journée au lieu de deux jours en 2001 ;

• Les salaires et charges sociales ont progressé du fait de certaines dépenses engagées pour venir en aide à une de nos camarades en difficulté, ainsi que d'une prime exceptionnelle versée à notre Secrétaire en remerciement de son dévouement particulier ;

• Les frais généraux ont augmenté d'environ 20 000 euros. Ceci est dû principalement :

a) aux dons de livres que nous avons faits aux collèges et lycées de Bretagne dans le cadre de notre activité « Recherches et publications » ;

b) au don alloué à l'aide soignante qui a entouré Geneviève de Gaulle Anthonioz d'une attention douce et vigilante pendant les quatre dernières années de sa vie. Nous étions heureuses de lui manifester ainsi notre reconnaissance.

• Par ailleurs une provision a été constituée pour couvrir l'indemnité légale qui sera versée à Elisabeth d'Armaillé à l'occasion de son très prochain départ à la retraite.

En conclusion, l'exercice 2002 a été de nouveau fortement déficitaire, les recettes ayant diminué de 22 % tandis que les charges augmentaient de 33 %.

Même si dorénavant notre secrétariat ne sera assuré qu'à temps partiel il est vraisemblable que d'ici deux ans nous aurons épuisé nos ressources et peut-être nos forces.

Avant de terminer je vous demande, pour la bonne règle, d'autoriser un prélèvement de 13 526,79 Euros sur le compte « Recherches et publications » afin de financer les dons de livres fait en 2002 dans le cadre de l'activité de ce compte.

Je vous remercie de votre attention.

Applaudissements

JACQUELINE FLEURY demande alors aux rapporteurs de la Commission de Contrôle financier, Yvette Kohler et Denise Villard, de donner lecture de leur rapport.

Puis elle demande à l'assemblée s'il y a des questions. Aucune question n'est posée. La présidente met alors le rapport financier aux voix : il est adopté à l'unanimité.

Applaudissements

Elections

JACQUELINE FLEURY :

Je rappelle que quatre membres sortants du Conseil d'Administration sont rééligibles : Odile Benoist-Lucy, Annette Chalut, Ginette Lebrell et Christiane Rème.

Par contre, Marguerite Dupré est démissionnaire, ce que l'ADIR regrette. Mais Marguerite Dupré se déplace avec moins de facilité et ne peut plus se rendre aux réunions du Conseil d'Administration.

Nouvelle candidate

Nous connaissons toutes Yvette Kohler, notre nouvelle candidate, car c'est une fidèle de toujours.

Entrée dans le réseau *Libé-Nord* de la région d'Orléans, c'est dans cette région qu'elle accomplit des missions de renseignements, participe à l'aide aux réfractaires... Elle connaît la prison d'Orléans et le fort de Romainville puis Neuenbrenne et Ravensbrück, immatriculée 51 344. C'est au Kommando de Belzig

Jeanie de Clarens présente

le Professeur Michaël Foot

J'ai l'honneur – et je tiens à insister sur cette entrée en matière – de vous présenter le Professeur Michaël Foot, historien unanimement reconnu par ses pairs, spécialiste de l'étude de la guerre secrète et de la résistance : *Warrior historian*.

C'est donc un honneur qu'il ait bien voulu venir nous voir dans un esprit d'amitié et de connivence car il nous a compris ayant fouillé nos histoires et nos mémoires à nous, tous les résistants de tant de sortes, de tant de familles de pensée et d'action.

Il a trouvé le fil conducteur rassembleur, les explications du pourquoi.

Michaël Foot a fait une double carrière : universitaire de talent puis militaire. Après la prestigieuse école militaire de Winchester, la reine des formations, il reçoit un enseignement en université.

Mais entre temps il est rattrapé par la guerre. Il s'est rappelé la très forte impres-

Résultat du vote

Suffrages exprimés : 145

Sont réélues avec 145 voix :

Odile Benoist-Lucy
Annette Chalut
Ginette Lebrell
Christiane Rème

Est élue avec 145 voix :

Yvette Kohler

qu'elle se trouve au moment de la libération des camps.

Depuis de nombreuses années elle est notre efficace et dévouée déléguée du Loiret.

Par ailleurs, je dois vous faire part de la démission de Thérèse Loyer, déléguée de Loire-Atlantique, ainsi que de la nomination de Marie-Anne Pfeiffer qui succède à Emmy Weisheimer, déléguée du Bas-Rhin/Haut-Rhin. Nous remercions toutes nos « sortantes » pour les efforts constants qu'elles ont déployés.

Applaudissements

Bureau du C.A. de l'ADIR

Dans sa séance du 24 mars 2003, les membres du Conseil d'Administration ont reconduit le Bureau sortant à l'unanimité des 15 suffrages exprimés :

Présidente	Jacqueline Fleury
Vice-présidentes	Jeannette L'Herminier, Christiane Rème, Marie Zamansky
Secrétaire générale	Denise Vernay
Trésorière	Odile Benoist-Lucy

sion qu'à la fin de ses études, lui avait faite le Général Wavel par la description des premières unités de parachutistes. Il sera donc parachutiste.

Appelé ensuite dans les services de renseignement de l'aviation, il plonge dans une autre sphère dont il sera aussi imprégné.

Après la fin de la guerre, retour à l'Université en tant que professeur d'Histoire à Oxford puis à Manchester.

Le gouvernement lui demande alors de désembrouiller les fils complexes de l'apport du SOE (*Special Operations Executive*) à la guerre et à la victoire.

Il en fait l'histoire exemplaire par sa rigueur et sa précision, l'amitié et la compréhension qu'il porte aux « *Resisters* » et qu'il va vous dire maintenant.



Conférence de Monsieur le Professeur

Michaël Foot

Pour un Anglais, visiter Paris est toujours un plaisir vif ; aujourd'hui j'ai le plaisir et l'honneur tout à fait exceptionnel de le visiter pour me trouver en compagnie d'une assistance tellement distinguée ! Vous remarquerez déjà que je ne parle pas couramment le français ; j'espère que vous pourrez excuser mes fautes innombrables de grammaire, à cause de l'intérêt du sujet que je vais essayer de vous présenter.

Comme tout le monde en France, vous connaissez depuis l'enfance le mythe de l'*Intelligence Service* anglais, l'IS célèbre, une force mondiale de capacités secrètes et colossales. Comme d'habitude, le mythe et la réalité se trouvent assez loin, l'un de l'autre. En juillet 1940, l'IS proprement dit, était presque impuissant sur le continent de l'Europe, après un coup dur de la Gestapo allemande en Hollande. A cause de ce coup, tous les agents de l'IS dans l'Europe de l'ouest sont arrêtés.

Depuis deux ans, le service comportait déjà une section consacrée à l'étude – pas encore à la pratique – du sabotage. Parmi les difficultés multiples et énormes qui obsédaient le nouveau gouvernement de Churchill, en juin et juillet 1940, était le besoin de fonder un **Institut de sabotage** : une arme qui pourrait rendre aux Allemands exactement le type de désastre qu'ils venaient d'infliger à la Pologne, le Danemark, la Norvège, la Belgique, la Hollande, le Luxembourg, la France, avec leur cinquième colonne. Aujourd'hui, tout le monde sait que la cinquième colonne, elle aussi, n'était qu'un mythe : mais l'Institut de sabotage devenait bientôt un fait – quoique un secret.

On le nomma le *Special Operations Executive*, SOE. On y mêla la section de sabotage de l'IS, une petite section du ministère de la guerre où un officier, blessé grièvement en Irlande en 1920, étudiait le système irlandais de guerre irrégulière qui l'a frappé, et une petite partie du Foreign

Office ignorée du public, où on travaillait sur la propagande.

A peu près quinze mille personnes ont servi au SOE – disons, l'effectif d'une division ; mais beaucoup plus important que n'importe quelle division normale. Son quartier-général à Londres se trouvait à Baker Street, Marylebone, à deux kilomètres du centre du gouvernement à Whitehall ; ses responsabilités étaient, comme celles de l'IS, mondiales. Seulement en URSS SOE n'a rien fait – la police locale était trop féroce et trop puissante. Ainsi, présente toujours, et quelquefois succès marqué. Je vous cite deux des succès d'une importance énorme.

Isolationnistes ou Anti-nazis ?

C'est le SOE, avant qu'on en extrait un autre service secret, le *Political Warfare Executive* (l'exécutif pour la guerre politique), qui aide à persuader les Américains des Etats-Unis que c'était plus conforme avec la Constitution américaine – que tout le monde là-bas adorait – de se trouver anti-nazi que de se trouver isolationniste. Les millions d'isolationnistes qui pullulaient aux Etats-Unis en 1939 ont presque tous disparus à la fin de 1941 : pas seulement à cause de l'attaque japonaise de Pearl Harbor. Le SOE avait aidé beaucoup à faire changer d'avis la plupart des propriétaires de journaux et des stations radio ; et l'opinion publique a suivi les journaux.

Peut-être plus important encore, c'est le SOE, par deux coups de sabotage, qui a empêché les Allemands de fabriquer une bombe atomique. Neuf Norvégiens du SOE – dont un, Einar Skinnarland, est mort le mois dernier – ont réussi à rendre inopérable la seule usine où les Allemands pouvaient trouver de l'eau lourde (oxyde de deutérium), sans quoi même Heisenberg se déclarait incapable de faire une telle bombe. Personne ne doute que si Hitler avait possédé une telle arme, il l'aurait employée

avec des conséquences catastrophiques pour le monde libre.

En France, le SOE essaya d'opérer depuis novembre 1940 ; mais le premier agent prêt à tomber par parachute regarda le terrain sous son avion et changea d'avis. Il ne saute pas ; et ce n'est qu'en mi-mars 1941 – la nuit du 15 au 16 – que les premiers parachutistes arrivent : un officier (qui est mort l'an dernier : le Général Bergé) et quatre soldats de la France libre, qui sont parachutés près de Vannes en Bretagne pour attaquer les pilotes Allemands spécialistes en navigation aérienne qui opéraient tout près.

L'opération est ratée ; mais l'occasion est un succès. Ils remportent de la France (par sous-marin de notre marine royale) beaucoup de renseignements précieux, et la nouvelle que le général de Gaulle a déjà beaucoup de sympathisants. Puis on organise dans le SOE une section gaulliste, nommée la section RF, qui travaille étroitement avec le BCRA du colonel « Passy » (lui aussi, mort récemment).

Il y avait déjà une autre section dans le SOE, la section F, consacrée au travail en France, indépendante. On ne savait pas, en ce temps-là, à Londres, si le Général réussirait à rallier l'opinion française de son côté, ou si un autre personnage se présenterait pour le remplacer ; les chefs d'état-major désiraient faire préparer des sabotages d'importance stratégique, et se tenir loin de toute complication politique française. Ainsi la section F, dont le premier agent n'a pas sauté. Ce n'est qu'en mai 1941 que le premier arrive : Georges Bégue, un opérateur radio français (et capitaine dans l'armée française) qui se lâche près de Valençay (Indre) pendant la nuit du 5 au 6. (Aujourd'hui il y a un monument à Valençay, inauguré en présence de la Reine Mère d'Angleterre exactement cinquante ans plus tard, consacré à la mémoire de cent quatre agents du SOE, pour la plupart de la section F, tués par les Allemands, soit en France soit dans les camps.)

Bégué n'était que le premier de quelques centaines d'agents F ; des hommes pour la plupart, mais aussi trente-neuf femmes. Le Général de Gaulle désapprouva fortement l'existence même de la section F, mais n'a jamais réussi à la supprimer.

Vous me permettez d'insister sur la diversité extraordinaire des membres du SOE. Il y avait le beau-frère écossais du roi d'Angleterre, une princesse indienne exécutée à Dachau, un Français – assassin accompli – qui possédait une chaîne de bordels, un autre organisateur clandestin éminent qui était cambrioleur par profession, marchands, journalistes, poètes, prêtres, hommes de confiance, un fabricant de chemises, un champion mondial des courses d'automobile ; femmes vertueuses, une nymphomane au moins ; toute une série de problèmes pour les sociologues analytiques d'aujourd'hui, toute une série de problèmes pendant la guerre pour l'Abwehr et la Sicherheitsdienst.

Pour la plupart, les agents pour la France sont recrutés par Selwyn Jepson, auteur de romans par profession, qui leur offre – quand il est certain qu'ils sont dignes de confiance – des doutes sur leur futur : il suppose qu'un sur deux ne reviendra pas. Néanmoins, la plupart se portent toujours volontaires. Jepson était pessimiste : des hommes, trois sur quatre, et des femmes, deux sur trois sont revenus.

Qu'est-ce qu'ils ont fait ? Ils apportent à la France d'abord l'espoir : l'espoir d'une victoire éventuelle contre la tyrannie de l'occupation, l'espoir de l'aide d'outre-mer. Surtout, par ce contact avec Londres qu'offraient les agents du SOE, on pourrait trouver des armes. Pas d'armes, pas d'actions ; pour un agent de sabotage, un armement est aussi essentiel que la pluie pour un agriculteur : on ne peut rien faire sans ça.

Pas d'armes, pas d'actions

Même dans les archives de votre armée de terre, assez impénétrables, à Vincennes, j'ai trouvé un tas de statistiques, dont je vous épargne la plupart ; en somme, aviateurs britanniques et, à la fin, américains ont parachuté pour les agents du SOE en France des armes personnelles pour 350 000 hommes et 600 000 kg de plastic : assez pour anéantir presque complètement le trafic ferroviaire, après le débarquement en Normandie en juin 1944, avec des conséquences funestes pour les Allemands.

La tâche des organisateurs étaient de trouver – assez souvent de fonder – des groupes sûrs de combattants éventuels, de leur trouver des armes et des explosifs, et de leur enseigner comment en faire un désastre pour les Allemands. La leçon la plus difficile était toujours de garder le secret – personne ne devait jamais dire un mot de ce qu'il – ou elle – préparait, jusqu'au moment de l'action.

Tous les agents sont entraînés soigneusement, avant de partir d'Angleterre, sur la nécessité primordiale de se taire – sur qui on est, ce qu'on est en train de faire, où on se rend. Même les parents les plus intimes, même les amants ne doivent rien savoir du vrai travail. Un jeune Belge a répondu à ces ordres : « Pour moi, je ne vois pas de difficulté ; avant-guerre, j'étais novice dans un couvent trappiste ». Mais pour beaucoup de Français et même de Françaises, se taire est difficile. Plusieurs réseaux du SOE se sont effondrés parce que quelqu'un ne pouvait pas cacher le fait qu'il faisait quelque chose pour la résistance.

Je vous offre un petit exemple. Pendant la catastrophe du réseau « Prosper » à Paris, fin juin 1943, un opérateur radio franco-juif doit fuir. Il perd son appareil ; il perd contact avec son organisateur, qui s'est enfui en Suisse. Il a très peu d'argent ; il s'en va à la campagne par un train local, et cherche un café modeste où il dîne, avec ses derniers francs, et regarde la campagne. A une des tables il voit une dizaine d'hommes, travailleurs, qui n'ont pas l'air d'être pro-Boches. Il les approche, et s'avoue franchement être un agent anglais en fuite. Ils lui prêtent, sur le champ, assez d'argent pour se rendre à Perpignan, d'où il réussit le passage des Pyrénées. Il avait arrangé avec ses amis du café un message personnel, dûment transmis par la BBC quelques mois plus tard, quand il est arrivé à Londres. Ses amis vont au café pour célébrer, boivent trop, parlent trop fort, et sont tous arrêtés et envoyés en Allemagne pour le travail forcé.

Etre chanceux

Je vous offre un autre exemple du rôle du hasard. En juillet 1944, Francis Cammaerts, dit Roger, chef de la résistance à l'est du Rhône, est en voyage par auto au milieu de la campagne provençale. Soudain, on lui fait signe de stopper. Ce n'est pas la police française ; ce sont les SS. Ils examinent ses papiers qui sont faux mais bien contrefaits ; ils passent l'inspection, ils lui font vider ses poches : rien. Ils le laissent passer, sans s'apercevoir que son auto reste de travers, à cause de la quantité d'armes dans la malle, qu'ils n'ont pas ouverte.

Les femmes travaillaient pour la plupart comme courriers ou comme opérateurs radio : travail dangereux, portant chaque jour mille risques de découverte. Vous me permettez d'en évoquer deux. Yvonne Cormeau, née Biesterfeld, radio pour le colonel célèbre dit Hilaire, en Gascogne, qui opère pendant six mois à la même adresse : un petit village sans eau courante. Les Allemands savaient qu'il y avait un radio clandestin dans la localité, mais croyaient impossible qu'un officier anglais habite sans eau courante. Elle survit. Une autre, la personne la plus courageuse que j'ai rencontrée de ma vie, est née Pearl Withering-

ton ; son père fut le dernier survivant mâle d'une vieille famille combattante anglaise, de Northumberland. Un ancêtre a perdu ses deux pieds pendant une bataille au XIV^e siècle : il continua à combattre agenouillé. Dans cette espèce de famille, Papa boit et disparaît, Maman garde ses quatre jeunes filles à Paris, avec très peu d'argent. Quand la guerre commence, Pearl se porte volontaire à l'ambassade anglaise, où elle fait du chiffre pour l'attaché de l'air. Paris tombe ; Pearl fait passer sa mère et ses trois sœurs, plus jeunes, clandestinement la ligne de démarcation – son premier pas dans la guerre secrète – jusqu'à Marseille. Elles sont rapatriées enfin en Angleterre, et elle devient secrétaire au ministère de l'air. Elle se dit : « Ce n'est pas comme ça qu'un Witherington fait la guerre ». Elle va voir le commandant Buckmaster, chef de la section F, et s'engage dans le SOE. Elle arrive en France par parachute, et travaille pendant un an comme courrier de Maurice Southgate (qui a survécu à Buchenwald) dans un réseau énorme, « Stationer » qui couvre la plupart du centre de la France. Elle voyage des milliers de kilomètres, par train et par bicyclette, passant des contrôles sans cesse, sans jamais être arrêtée. Enfin, le 1^{er} mai 1944 Southgate fait une erreur : il va à un rendez-vous clandestin sans remarquer le petit signal de danger, les Allemands le prennent. Pearl s'évade, dit au radio que le réseau est beaucoup trop grand, choisit une location en Sologne et y constitue et arme un maquis de trois mille hommes avec lesquels elle accueille les armées alliées presque quatre mois plus tard. Les Allemands offrent un million de francs pour sa tête : aucune des personnes qui la connaît ne veut la trahir. Après la guerre, on lui offre une toute petite décoration anglaise, la plus petite, civile. Elle la rend disant qu'elle n'avait rien fait de civil. Elle est toujours en vie : Marie Cornioley habite l'Indre et célébra ce printemps – à l'âge de quatre-vingt-neuf ans – le soixantième anniversaire de son parachutage.

Parce que le SOE était un service secret, il n'a guère reçu de publicité officielle : par contraste avec les services armés normaux, surtout les aviateurs, très « photogéniques ». Ses succès énormes restent largement inconnus. Son histoire officielle – secrète, naturellement, resta cachée dans un tiroir à Whitehall pendant presque soixante ans. On vient de la publier, en anglais : *The Secret History of SOE*, by W.J.M. Mackenzie. Plusieurs mauvais livres sont consacrés aux efforts de quelques agents ; livres écrits pour la plupart par des auteurs qui ignoraient ce qu'était le SOE en réalité. Mon histoire officielle du SOE en France, publiée à Londres en anglais il y a trente-sept ans, doit enfin paraître en français, j'espère l'hiver prochain. Je n'ai pas encore vu la traduction. Je l'ai écrite avec l'aide de tous les documents qui existent toujours dans les archives du SOE. Aujourd'hui ces

documents tellement secrets commencent à être accessibles à notre *Public Record Office* près de Londres. Enfin, les secrets deviennent publics !

Je suis toujours prêt à essayer de répondre à des questions, si vous en avez et si je connais la réponse.

Mais je ne dois pas vous fatiguer plus longtemps.

Applaudissements prolongés

DÉBAT

GEORGES CAITUCOLI :

Je suis le Secrétaire général de la Fondation de la France Libre et surtout président national des Parachutistes de la France Libre. Vous savez qu'à partir du début de 1942 nous sommes devenus la *Special Air Survie* (SAS) en Lybie. Il se trouve que vous avez cité la mission du Capitaine Bergé, de cinq hommes qui ont été parachutés en Bretagne et vous avez ajouté que cette opération était conduite par le SOE. Je regrette, c'est inexact. C'est le BCRA qui a assumé cette opération. Vous avez indiqué que ces cinq camarades sont repartis en sous-marin, ce n'est pas tout à fait exact : il n'y en avait que quatre, le cinquième n'a pas pu embarquer parce que c'est lui qui a poussé le dinghy et avec la débâcle il n'a pas pu monter, donc il est resté. Ce cinquième camarade est Joël Le Tac que tout le monde connaît ici, qui a fait une Résistance fabuleuse comme toute sa famille.

PROFESSEUR MICHAËL FOOT :

C'est un exemple de coopération entre le SOE et le BCRA. Tous les deux ont préparé cette opération et aussi sans les aviateurs qui n'appartenaient pas à SOE. Le SOE était absolument impuissant aussi sans la marine. SOE avait une marine privée très petite qui opérait vers la Bretagne mais pas une force d'avion privée.

MARIE ZAMANSKI :

En 1942 et 43 mon mari était responsable du réseau *Mithridate* pour la zone nord, il s'occupait toujours de trouver des terrains d'atterrissage pour les parachutages. Il me disait : les Anglais nous ont envoyé ceci, les Anglais nous ont envoyé cela, même des cigarettes ! Est-ce vous et votre Service qu'il faut remercier ?

PROFESSEUR MICHAËL FOOT :

Non ! *Mithridate* était une partie des services de renseignements. L'Intelligence Service et le SOE sont tout à fait différents. Il y a un gouffre énorme entre les deux ; en 1942, enfin, ils ont découvert qu'ils travaillaient contre le même ennemi ! En Hollande après tous les désastres au printemps

de 1944 le chef du SOE, Philip Jones, qui était chef d'opération en Hollande et en Belgique dit : SOE et IS travaillent comme un seul service, nous partageons les postes radios. En Hollande c'était trop dangereux d'essayer de voyager avec un poste radio ; alors on a partagé. Ce n'était qu'en 1944 que c'était vrai ; en 1942 c'était tout à fait différent.

ALAIN VERNAY :

Comment faut-il comprendre que vous qui vous étiez illustré dans un autre service le SAS, vous ayez été choisi, entre tous, pour écrire l'histoire officielle du SOE ?

PROFESSEUR MICHAËL FOOT :

Un article paraîtra dans le *Historical Journal de Cambridge* d'ici un an, consacré à comment c'est à moi qu'on a demandé d'écrire l'histoire du SOE. On m'a montré l'article avant sa parution. J'étais avec un des rivaux de SOE, le *Special Arm Service*, brigade internationale de parachutistes tout à fait différente des brigades internationales de l'Espagne parce qu'on n'avait pas de Communistes. Deux bataillons d'Anglais, deux bataillons de Français, un bataillon de Belges et un service spécial de radios. Nous étions à peu près 2 000 hommes qui sont presque tous arrivés en France ou en Belgique pendant la campagne de 1944, nos pertes sont assez larges, mais nos tâches sont différentes des tâches du SOE et nous travaillons en uniforme. Au SOE d'habitude on était en civil, sauf dans les derniers moments, mais il était défendu en ce temps-là de travailler en civil. Après la fin de la guerre on a supprimé le SOE et SAS aujourd'hui fait exactement le travail du SOE en ce moment en Irak.

J'ai été invité à écrire l'histoire de SOE simplement parce que Harold McMillan voulait qu'un livre soit écrit pour démontrer que SOE n'était pas un monstre mais était un service sérieux. Il a chargé le Foreign Office de faire quelque chose. Le Foreign Office dit : *nous avons beaucoup de difficultés avec SOE sur la Yougoslavie. SOE et le Foreign Office se contredisent souvent. Alors on ne peut écrire l'histoire de la Yougoslavie sans savoir le serbo-croate. Essayons la France.* Trois de mes amis ont été invités à faire ce travail. Chacun dit : *Je l'aurais fait avec beaucoup de plaisir mais je suis trop occupé avec mon travail à Oxford. A vous Professeur Foot.* Après avoir sollicité trois personnes on pense à Foot et on le lui demande ! J'étais à ce moment entre deux emplois universitaires et j'ai été heureux de le faire.

Ici je reviens en arrière de deux ans : en 1958, Henri Michel, le doyen des historiens de la Résistance a organisé une très grande conférence sur la Résistance européenne, à Liège. Il a invité chacune des personnes qui

enseignaient la politique ou l'Histoire de chaque université anglaise. J'ai été le seul à répondre. J'y suis allé. C'était une conférence assez intéressante mais il y avait une grande délégation de l'Europe de l'Est qui prônait le Communisme comme la seule « beauté » de la Résistance ; pour les autres participants c'était assez difficile. Il y avait une délégation officielle anglaise de deux personnes : le chef du SOE pendant la guerre et le chef de la mission anglaise en Grèce qui est un ami d'école – il était à Winchester avec moi, je le connaissais depuis 1933 et deux personnes du Foreign Office qui n'ont pas donné leur nom. Quand j'ai été convoqué au Foreign Office pour une entrevue, ce sont ces deux hommes qui me reçoivent et je les reconnais. Eux m'ont oublié, mais cela me donne un tout petit avantage. Après quelques minutes de discussion on me passe l'*Official Contract* que je signe. Après, je ne peux rien vous raconter !

QUESTION : Est-ce que vous connaissez le livre sur le *Réseau Prosper* ?

PROFESSEUR MICHAËL FOOT :

Non. J'en ai entendu parler mais je ne l'ai pas lu. Je crois que c'est un livre qui dit que la chute de *Prosper* était due au service de réception. Je sais bien que ce n'est pas vrai. Le *réseau Prosper* s'est détruit lui-même. La vérité est tellement banale qu'on ne peut le croire. Je l'ai établie, je peux vous raconter : le chef de *Prosper* parlait un français excellent – pas meilleur que celui que je parle ! – mais on ne le prenait jamais pour un Français, on pouvait le prendre pour un Belge. Il avait des amis qui pouvaient passer pour des Français. Les trois ou quatre personnes principales du réseau avaient l'habitude de se retrouver chaque soir dans un grand café près du Sacré Cœur où ils jouaient aux cartes pour se détendre après une journée difficile. Ils ne parlaient pas toujours en français. Un des garçons naturellement dit à ses chefs : *Il y a des gens qui arrivent chaque soir et qui parlent anglais.* On les file, on trouve exactement où ils habitent et à un moment donné on les arrête. Et c'est tout !

Il y a une histoire qui dit que *Prosper* a eu une entrevue avec Churchill en mai 44, qui l'a renvoyé en France lui disant que le débarquement était imminent. C'est tout à fait faux. Un de ses fils a fait des recherches et a découvert que chaque jour où son père était à Londres en mai 1944, Churchill n'était même pas en Angleterre, il était aux USA. Cette histoire est évidemment fausse.

C'est exactement la difficulté qui poursuit toujours les historiens du SOE : on trouve des histoires qui semblent merveilleuses mais qui ne sont pas exactement ce qui s'est passé.

JACQUELINE FLEURY : Certaines de nos camarades, qui ont été du réseau Prosper, ont été effarées par le livre *La princesse oubliée* de Laurent Joffrin.

QUESTION : Etes-vous allé à Valançay ?

PROFESSEUR MICHAËL FOOT :

J'y suis allé le jour de l'inauguration du monument : le jour où la Reine Mère est venue. Je n'ai pas pu l'oublier parce que nous avons dû l'attendre 50 minutes sous une pluie battante. Je suis revenu avec le « Normandie ».

MICHÈLE AGNIEL :

Je pense que nous avions avec nous à Koenigsberg trois Anglaises qui s'appelaient Szabo, Bloch et Rolfe alors que la quatrième était restée à Ravensbrück au Bunker. Il y a quelques années les Anglais ont fait une cérémonie en leur honneur et nous sommes allées avec Jacqueline Péry et Christiane Cizaire leur rendre hommage. Je pense qu'elles faisaient partie de votre SOE.

PROFESSEUR MICHAËL FOOT :

L'ancien chef des recherches pour SOE au Foreign Office était présent à Ravensbrück à ce moment-là, c'est lui je crois qui a fait le dessin pour la plaque. Hélas il est mort il y a dix-huit mois.

Je peux vous donner un exemple des difficultés que rencontre l'historien du SOE. Violette Szabo est une héroïne extraordinaire de la Résistance. Moitié anglaise, moitié française, sa mère était française et son père était un soldat anglais, elle s'était mariée pendant la grande guerre avec quelqu'un rencontré sur le front de l'ouest. Violette est née je crois à Paris, elle habite à Londres où elle travaille dans une boutique de roses. Elle était ce qu'on appelle une « midinette ». Elle se marie à un Hongrois de la Légion Etrangère qu'elle rencontre par hasard le 14 juillet 1940. Ils passent trois semaines ensemble, il va au désert, il est tué à la bataille d'Alamein en octobre 1943, laissant Violette une jeune veuve en Angleterre.

Violette s'engage dans le SOE pour venger son mari ; elle est parachutée près de Rouen d'où elle revient après trois semaines dans un petit avion après avoir arraché d'un mur une affiche qui offrait un million de francs pour son arrestation. Elle revient en France le jour suivant, directement en Normandie, et quelques heures plus tard elle est arrêtée près de Limoges dans des circonstances qui restent assez obscures. Dans la citation pour sa *George Cross*, très haute distinction qu'elle a reçue, il est dit qu'elle a vidé sa mitraillette afin que ses compagnons puissent s'évader quand ils ont été attaqués par les Allemands. En septembre dernier un ami a rencontré près de Limoges un homme qui était avec Violette dans l'auto lors de l'arrestation par des Allemands. Il disait

qu'il n'y avait qu'une seule arme et que ce n'était pas Violette qui la tenait. Le feu a été ouvert des deux côtés. L'homme avec l'arme a disparu et Violette a essayé de courir ; elle est tombée et a été prise sans arme. C'est ce que raconte un témoin qui était là. Qui doit-on croire ? Vous voyez la difficulté où l'on se trouve !

MICHÈLE AGNIEL :

Vera Atkins nous a donné la première version.

M. LE PROFESSEUR FOOT :

Vera Atkins, qui était une amie, aimait beaucoup la vérité. Elle croyait avec raison que Violette Szabo était une héroïne. Je ne crois pas qu'elle ait inventé l'histoire de la mitraillette mais elle l'a crue et sans doute elle cherchera Violette au ciel et toutes les deux s'y retrouveront.

YVETTE KOHLER :

Vous parlez, Monsieur, d'un contact près de Blois. Est-ce que ce n'était pas à Beaugency où les frères Flamencourt et leur sœur Marguerite Flamencourt qui a été une de nos camarades et qui a fait partie de notre réseau ?

M. LE PROFESSEUR MICHAËL FOOT :

Je ne peux vous répondre, Madame. J'ai essayé de me rappeler le nom mais je n'ai jamais pu le faire.

QUESTION : Pourquoi un tel délai pour avoir la traduction française ?

M. LE PROFESSEUR MICHAËL FOOT :

Il y avait bien une traduction française, excellente, faite en 1966, mais elle a été supprimée par le Foreign Office qui croyait que cela agacerait trop la politique française. Presque quarante ans plus tard le Foreign Office a dit : vous pouvez laisser passer une traduction. J'attends des nouvelles. On a perdu la première, hélas !

JACQUELINE FLEURY :

Je crois que nous devons remercier notre intervenant pour son intervention tellement passionnante...

Applaudissements nourris

Après avoir à nouveau remercié notre conférencier, la présidente déclare l'Assemblée générale close.



Elle rappelle à toutes les camarades valides que – comme chaque année – un car nous attend pour nous emmener raviver la Flamme sous l'Arc de Triomphe.

Michaël Foot nous accompagne à cette cérémonie.

Mémoire et transmission

Les 16 et 17 juillet 1942, entre 4 heures et 13 h 30, au cours d'une opération administrative désignée *Opération Vent Printanier*, connue sous le nom de *Rafle du Vel d'Hiv*, 12 864 juifs parmi lesquels 5 802 femmes et 4 051 enfants âgés de 2 à 15 ans ont été raflés à leur domicile par 4 500 policiers et gendarmes, puis déportés dans les camps d'extermination nazis. Dès le 26 août, les rafles furent étendues à la zone dite libre et ce jusqu'au mois de juillet 1944. A partir du mois de février 1943, les enfants de moins de 2 ans n'ont plus été épargnés. Tous ont été abominablement traités et effroyablement massacrés. Seuls quelques adolescents déportés peu de temps avant la libération du territoire ont survécu.

Ces enfants ont été assassinés avec leurs parents. Souvent des familles entières ont disparu. *Leur tombe est au creux des nuages* dit le poète mais ils n'ont pas sépulture sur terre.

Arracher ces enfants au néant et à l'oubli, les sortir un à un de l'abstraction des chiffres et des statistiques c'est le projet que se sont fixé d'anciens déportés et d'anciens résistants en suscitant la création d'associations dans chaque arrondissement de Paris.

Le but de ces associations est de pérenniser le souvenir de ces enfants victimes de

la barbarie par la pose de plaques commémoratives dans les écoles qu'ils fréquentaient alors. Parce que l'école publique est la deuxième maison des enfants, de tous les enfants.



Pour retrouver le nom des écoliers disparus, nous disposons des registres scolaires, du *Mémorial des Enfants Juifs déportés*, édité par Serge Klarsfeld et du fichier déposé au Centre de Documentation Juive Contemporaine (CDJC). Lorsqu'un doute surgit concernant l'identité d'un enfant, nous recourons aux services de l'Etat-civil.

C'est un travail méticuleux, long et éprouvant, car chaque nom retrouvé est celui d'un enfant qui ne demandait qu'à vivre et dont nous connaissons le sort atroce qui fut le sien. Nous avons du mal à chasser les pensées qui nous hantent, le scandale de cette mort programmée. Mais pour douloureuses que soient ces démarches que nous effectuons, sortir les enfants de l'oubli auquel les nazis et leurs collaborateurs voulaient les plonger, est un devoir sacré, une victoire sur la mort et sur son déni.

Nos associations ont reçu l'agrément de l'Inspection académique car le travail de mémoire entrepris par les membres des associations nécessite que ces derniers se rendent dans les établissements scolaires pour préparer les écoliers, leur expliquer la raison d'être des plaques qui seront apposées dans leur école. Dans les lycées et collèges où la Shoah fait partie du programme d'histoire, nos interventions se déroulent facilement. Avec les écoles élémentaires, les choses sont plus délicates et nous devons nous adapter à leur âge, leur niveau de compréhension.

A notre grande surprise, à celles de leurs professeurs, ils apportent à nos récits attention et curiosité. Nos témoignages acquièrent une dimension pédagogique dont l'importance se révèle à travers les travaux qu'ils réalisent après notre passage. Ce qui nous émeut particulièrement c'est l'empathie qu'ils manifestent en évoquant les enfants assis 60 ans avant eux, dans ces mêmes classes, jouant dans la même cour de récréation.

Dans le XI^e arrondissement de Paris, l'association a dénombré 1 471 enfants morts en déportation car ce quartier comportait une forte population d'immigrés dont les enfants, qu'ils fussent nés en France ou récemment arrivés, étaient scolarisés à la « communale » comme on disait alors.

En 2002, le Prix Annie et Charles Corin, destiné à récompenser un travail didactique sur la Shoah réalisé en milieu scolaire, a été décerné aux élèves d'une classe de CM 1 du groupe scolaire A. Baudin-St Sébastien pour la réalisation sur Internet du projet *Souviens-toi*. Leur professeur explique ainsi leur intention : « réaliser un support disponible à partir duquel n'importe qui en se connectant sur Internet pourra mieux connaître la Shoah, la vérité de ces enfants assassinés ».

Notre travail de mémoire et de transmission se poursuit grâce au soutien moral et affectif que nous trouvons dans le milieu scolaire.

Hanna Kamieniecki

Présidente de l'Association pour la mémoire des enfants juifs morts en déportation du XI^e arrondissement.

Nouvel horaire du Secrétariat de l'ADIR

Tél. 01 53 69 00 25
Fax 01 53 65 01 73

A dater du 1^{er} mai 2003,
le secrétariat de l'ADIR est assuré par
Mme Annick Le Mouël

Lundi	9 h-13 h – 14 h-15 h 30
Mardi	9 h-13 h
Jeudi	9 h-13 h
Vendredi	9 h-13 h

Rappelons que Annick Le Moël succède à Elisabeth d'Armaillé partie à la retraite.



*Nos déléguées Andrée Bouras et Henriette Deffieux vont déposer la gerbe.
Puis la Flamme sera ravivée par Jacqueline Fleury.*

CARNET FAMILIAL

NAISSANCE

Elisabeth Guillemain (43180), Francheville, a la joie d'annoncer la naissance de son arrière petite-fille Suzanne Legrand à Limoges.

DÉCÈS

Nous avons le vif regret de vous faire part du décès de nos camarades :

Paule Bohé, Bordeaux, novembre 2002 ;

Madeleine Courty, Paris, janvier 2003 ;

Catherine Storck, Saint-Etienne, le 7 février 2003 ;

Marcelle Pujol (42110), Ille-sur-Têt (sœur de Juliette Lafont), le 9 février 2003 ;

Emilie Cossiaux, Nantes, le 19 février 2003 ;

Pierrette Allot (27614), Clermont-Ferrand, le 1^{er} mars 2003 ;

Frida Zavard (72677), Puttelange, le 4 mars 2003 ;

Jacqueline Bernier, Saint-Sébastien-sur-Loire, Déléguée adjointe de Loire-Atlantique, le 19 mars 2003 ;

Germaine Della Giacomo (35195), Limoges, le 21 mars 2003 ;

Francine Buis (38987), Le Coteau, le 27 mars 2003 ;

Thérèse Verschuren (27245), Beauvais, mars 2003 ;

Elisabeth Pesneau (Int.), Les Herbiers, mars 2003.

Madeleine Hervé (43124-16037) de Resé, a perdu son mari en mars 2003.

Société des Amis de l'ADIR

Nous rappelons aux membres des familles de nos compagnes décédées, ainsi qu'aux enseignants et à tous ceux qui sympathisent avec les Anciennes Déportées et Internées de la Résistance, que l'adhésion à la Société des Amis de l'ADIR donne droit au service de notre bulletin (5 n^{os} par an).

Cotisation membre : 24 €.

Cotisation membre de soutien : 48 €.

Etablir le chèque au nom de :

Société des Amis de l'ADIR,
24, avenue Duquesne, 75007 Paris

Directeur-Gérant : J. FLEURY

N^o d'enregistrement à la Commission paritaire : 1206 A 05914
Imp. CHIRAT - 42540 Saint-Just-la-Pendue. N^o 8086